

COLLECTIF STOP LGV SUD SAINTE BAUME

Didier CADE

8 rue d'Espagne

83000 Toulon

stoplgvsudsaintebaume.org

adresse mail : collectif.lgv.ssb@hotmail.fr

Objet : Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur

Toulon, Le 18 septembre 2018

Madame la sénatrice, Monsieur le sénateur.

Nous tenons, en tant que collectif regroupant des dizaines d'associations ainsi que des milliers de sympathisants, soutenu par les élus locaux, à vous donner quelques informations sur la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, **car vous allez être appelé à vous prononcer en octobre, sur la loi sur la mobilité, votée par les députés.**

Le projet de ligne ferroviaire, LGV PACA , rebaptisée, Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur est toujours d'actualité , même si elle a changé de nom, alors que l'opposition à ce projet par la population et le rapport négatif de la Cour des Comptes, n'ont pas été pris en compte par les différents gouvernements qui se sont succédés.

-Sur le coût du projet :

Le déficit de Réseau Ferré de France est estimé à environ 50 milliards d'euros et le montant annuel des intérêts sur cette dette s'élève à 1,5 milliards d'euros.

Le coût de ce projet est estimé à 20 milliards d'euros (en valeur 2008), 4 ou 5 fois plus cher au km que celui des lignes à Grande Vitesse réalisées dans d'autres région de France, et à multiplier sans doute par deux ou trois, du fait de la nature géologique très spécifique des terrains.

L'état des finances de la France ne permet son financement. D'autant plus que la volonté de l'administration et de l'Etat, est de faire participer les collectivités territoriales au financement du coût colossal de ce projet, alors même qu'elles ont les plus grandes difficultés à assurer actuellement, compte tenu de la crise, le financement de leurs investissements indispensables.

- Sur les oppositions au projet.

Tous les élus locaux concernés par le passage de la Ligne Nouvelle sur le Sud Sainte Baume, toutes tendances confondues, ont signé des motions, afin de rejeter le tracé de cette ligne, présenté par SNCF Réseau.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans cette même région, ont également signé des pétitions contre ce projet ruineux et pharaonique et ont manifesté au Beausset, à Toulon et à Marseille.

- Sur l'adéquation du projet à la réalité de la situation.

Réaliser ce projet pour répondre aux difficultés sur les axes routiers, c'est vraiment méconnaître la réalité de la situation. La thrombose autoroutière, pour reprendre l'expression du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ne pourra certainement pas trouver de solution par la création de cette Ligne puisque cette thrombose est en fait créée par les embouteillages urbains ou périurbains à Marseille, Toulon, Nice ou ailleurs.

La réalité de la situation dans notre région, c'est la difficulté des déplacements au quotidien, c'est donc bien de trouver des améliorations à cette situation en développant les transports en commun urbains et péri-urbains entre les villes de la région.

Il faut continuer à améliorer les TER comme cela l'a été fait entre Marseille et Toulon et rouvrir les lignes ferroviaires fermées, comme celle qui relie Gardanne à Carnoules, qui permettrait aux habitants, de venir travailler à Marseille.

La ligne actuelle n'est pas saturée comme l'indique SNCF Réseau et on peut constater que de nombreux trains circulent à vide durant la journée.

- Sur les conséquences en terme d'environnement, d'impact sur les zones urbanisées et de nuisances.

Ce projet affecte grandement les terroirs et leurs habitants, plusieurs aires d'AOP et d'IGP (vin, huile, figes,...) qui constituent avec leurs activités connexes, un atout essentiel de l'économie de la région seront mis en péril en détruisant leur unité.

Des paysages d'une grande beauté seront irrémédiablement saccagés,

Cette ligne traversera des zones urbaines denses, des tunnels à travers les collines, des remblais monstrueux et des viaducs seront construits pour franchir les campagnes, occasionnant ainsi des nuisances visuelles et sonores importantes.

Les dommages sur les systèmes hydro-géologiques, essentiels pour les réserves en eau potable notre région méditerranéenne, seront irrémédiables et risquent de mettre à mal l'alimentation en eau des villes et territoires, alors même que les études sur ce point essentiel, au dire même de SNCF Réseau, n'ont pas été réalisées (nous pouvons vous faire parvenir un dossier réalisé par des géologues nationalement reconnus).

- Sur le bien fondé au regard des conséquences économiques.

Le bien-fondé même de cette ligne au regard de ses retombées économiques est discutable. La Ligne à Grande Vitesse entre Paris et Marseille n'a pas permis de résoudre la question du chômage à Marseille, ni permis son développement économique. Par contre, elle a entraîné l'augmentation du prix de l'immobilier, aggravant de ce fait, pour les jeunes et les personnes modestes, les difficultés de logement.

Les études montrent que les Lignes à Grande Vitesse, une fois réalisées, accentuent la métropolisation des agglomérations au détriment du développement des territoires qui ne sont que "traversés" par ces lignes qui ne leur apportent que des inconvénients et pas d'avantages.

Enfin, des maires des régions où se construisent actuellement les LGV, regrettent que les entreprises locales ne remportent aucun marché, au détriment des géants du bâtiment.

Pour toutes ces raisons, nous espérons que vous nous soutiendrez, lors du vote sur la loi sur la mobilité.

Nous restons à votre disposition pour une entrevue, afin de pouvoir répondre à vos questions.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, veuillez agréer, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur, nos salutations respectueuses.

Didier CADE –Le président

06 11 97 29 42